



HAL
open science

La Torre David à Caracas : D'une icône de la modernité à la ruine urbaine et politique d'un pays.

Yaneira Wilson

► **To cite this version:**

Yaneira Wilson. La Torre David à Caracas : D'une icône de la modernité à la ruine urbaine et politique d'un pays.. Transversale. Histoire : architecture, paysage, urbain, 2022, pp.160-169. hal-03893028

HAL Id: hal-03893028

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03893028>

Submitted on 5 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ouverture

02. Gilles-Antoine LANGLOIS

Dossier

08. La redécouverte des monuments antiques de l'Algérie poussée par la reconstruction des parties manquantes : Tébéssa dans l'oeuvre d'Albert Ballu
Amel BENGUEDDA

22. Le cyclone de 1928 en Guadeloupe : dimensions politiques et littéraires d'un catalyseur de modernisation
Sophie PAVIOL

34. La reconstruction du bâti agricole en Normandie après la Seconde Guerre mondiale
Stéphanie DUPONT, Patrice GOURBIN et Philippe MADELINE

46. Ruines fantasmées, ruines restaurées : La quête romantique des New Georgians dans l'Angleterre des années 1980
William TERRIER

56. Rénovation et reconstruction au prisme de l'initiative habitante, les cas de Thu Thiem et de Mossoul
Rita KHALAF et Phuoc Van Anh NGUYEN

68. Reconstruction post-catastrophe en Haïti, opportunité ou récursivité ? La question de la réparation dans le processus de relèvement
Astrid LENOIR

80. Le processus de reconstruction du château de Berlin : choix d'urbanisme, matérialité symbolique et mise en récit d'un imaginaire collectif
Elisa GOUDIN-STEINMANN

92. Comment rebâtir Notre-Dame ? Une histoire immédiate de controverses architecturales enchâssées
Julien BASTOEN

Chemins

108. Deux logis, une demeure : une référence ? Sur deux propriétés tricastines de la famille de Castellane au XVII^e siècle
Stanislas JACOT

114. Idéologies, identités, patrimoines. Approches au passé dans la France romantique et postrévolutionnaire (1820-1848)
Mario MIGLIACCIO

120. L'architecture comme modificateur social. Charles Robert Ashbee, théoricien, socialiste, architecte et designer Arts & Crafts
Benjamin BORNE

Matériaux de la recherche

128. Maison d'André Ravéreau à Foinikounta en Grèce : un patrimoine sensible
Marie GAIMARD

140. Tour de Catane
Fiona STAHL

Varia

150. La gentrification préurbaine : une dynamique agissant contre la résilience sociale
Randa A. MAHMOUD

160. La Torre David à Caracas : d'une icône de la modernité à la ruine urbaine et politique d'un pays
Yaneira WILSON

170. Thèses de doctorat soutenues CRH - EVCAU 2021-2022



12€
ISSN : 2551-5071

transversale / 6 / décembre 2022

ENSA Paris Val-de-Seine



numéro 6 / décembre 2022

Reconstructions.
processus, matérialités, imaginaires





04 | VARIA





Fig. 1 – La tour *Confinanzas* ou « *Torre David* » les panneaux en verre d'origine sont remplacés par la brique rouge caractéristique des quartiers informels.
© Yaneira Wilson, 2019.





La Torre David à Caracas :

D'une icône de la modernité à la ruine urbaine et politique d'un pays

Yaneira WILSON

*Architecte urbaniste, docteure en Architecture et ville
ENSA de Paris-Val de Seine - CRH LAVUE*

La Tour Confinanzas, premier nom de la Torre David, a représenté en son temps l'une des icônes de la modernité de la ville de Caracas, pour devenir aujourd'hui l'icône d'un habitat informel à l'abandon : une ruine urbaine. Ce gratte-ciel, situé sur l'avenue Andrés Bello à Caracas, est l'un des complexes de bâtiments les plus remarquables de la capitale vénézuélienne. D'abord squattée en 2004 par un premier groupe de sans-abri, la tour suit, jusqu'en 2013, un processus de bidonvillisation en vertical; cette même année, il est estimé qu'environ plus de 4000 personnes vivaient au sein du complexe d'immeubles. À cette période, Hugo Chávez, élu le 6 décembre 1998, est président de la République. Son élection porteuse d'espoirs est soutenue par des attentes fortes de la population en matière de transformation sociale qu'il s'agisse de la résorption de la pauvreté, des inégalités économiques et des injustices sociales¹. Après les diverses tragédies climatiques, et notamment la "Tragédie de Vargas" en 1999, qui détruisit des dizaines de milliers de logements, l'urgence de fournir des logements décents aux victimes a entraîné le gouvernement bolivarien de Chávez à mettre en place, en 2002, des campagnes sociales et territoriales. Dans ce contexte géographique, politique et social, Chávez propose, en 2004, la "Mission Habitat" qui sera le préambule au programme de construction massive de logement social au niveau national, la "Grande Mission Logement Venezuela" (GMVV), en 2010, dont l'ambition est de produire 5 millions de logements d'ici 2025.

Depuis 2015, la Torre David est vide, délabrée, laissée debout par le gouvernement qui a relogé sa population dans une opération GMVV hors du centre-ville. En 2022, le pays profondément transformé subit une très grave crise, en raison de la chute des cours de pétrole sur lesquels repose l'économie. Depuis 2015, 6,8 des 32 millions d'habitants ont émigré à l'étranger, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés². La violence de ces mutations peut être mise en rapport avec celle de l'État à travers ses instruments de coercition comme le logement social. Devenu instrument d'action publique, il constitue un dispositif à la fois technique et social

1. WILSON, Yaneira, « Le logement social au XXI^e siècle au Venezuela : l'État après la catastrophe », *Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère*, no 8 (5 novembre 2020), <https://doi.org/10.4000/craup.4903>.

2. Cf. Plan régional d'aide pour les réfugiés et les migrants

(RMRP) 2020. *Plataforma regional de coordinación interinstitucional* (R4V) par le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (ACNUR) : <https://r4v.info/es/situations/platform>.





qui organise des rapports sociaux spécifiques entre la puissance publique et ses destinataires en fonction des représentations et des significations dont il est porteur³. Notre hypothèse part du principe que les paysages urbains actuels représentés par la Torre David et la production de la GMVV sont devenus le reflet des crises politique, sociale et économique que traverse le pays (fig. 1). Plus encore, le processus d'appropriation de ce complexe d'édifices privés par les habitants, puis leur expulsion et leur relogement par le gouvernement, jusqu'à l'abandon actuel de la tour témoigne d'une impuissance économique du pays, malgré les enjeux politiques énoncés. Comment l'État peut-il viser une solution "miraculeuse" aux problèmes rencontrés par la société au niveau du logement social ? Quel serait l'intérêt de ce gouvernement bienfaiteur à conserver cette image de bidonville en vertical en ruines ? Pour avancer sur ces questions, dans une première partie, nous évoquerons la logique bolivarienne avec l'arrivée des missions en évoquant le récit politique et social autour de l'occupation de la Torre David. La seconde partie abordera brièvement la valeur patrimoniale de l'édifice devenu "ruine", ainsi que les débats autour d'une destruction/reconstruction, puis nous reviendrons sur l'expulsion des habitants lors d'une opération civico-militaire, afin de les reloger à 72 kilomètres du centre-ville, dans une des missions de la GMVV. Au niveau méthodologique, nous avons constitué un corpus d'images et de documents en lien avec des entretiens non directifs menés lors des visites d'une vingtaine d'opérations, entre 2014 et 2020, auprès de familles ex-occupantes de la tour et relogées dans des programmes de la GMVV, ainsi que des rencontres avec les acteurs institutionnels et privés de l'aménagement urbain de Caracas, et notamment les architectes d'"Urban Think Tank" lauréats du prix de Venise.

Dans cette contribution, les enjeux scientifiques visent à comprendre comment certaines représentations sont liées à la morphologie spécifique d'une ligne de pensée, en l'occurrence la Révolution bolivarienne. L'architecture, depuis ses origines, a toujours été instrumentalisée par des logiques de marketing à des fins politiques, continûment mise en avant et transformée en outil de communication⁴. Selon le géographe Marcel Roncayolo, « si la ville est par excellence (dans sa version classique) le lieu de la division sociale du travail, de l'échange, de la rencontre et de pouvoir, (...) toute représentation est certainement représentation du collectif et représentation collective⁵ ». Au fil de son histoire, la Torre David, aujourd'hui en ruine, a constitué un enjeu important, permettant aux acteurs de la ville et aux habitants, de lui créer, à chaque fois, une identité propre, dans un souci de légitimation autant que de renforcement de son attractivité⁶. Comme l'explique le travail de Martine Bouchier, les ruines contemporaines n'ont de temporalité que dans le présent : « Les ruines politiques appellent le sens de la responsabilité, l'objectivité du témoignage, la mise à l'écart de la passion, de l'art et de ses effets, de la métaphysique qui se substitue au réel⁷ ».

3. LASCOURMES, Pierre & LE GALES, Patrick, *Gouverner par les instruments*, Paris : Presses de Sciences Po, 2005. 4. FERRERRI, Federico, *Le populisme esthétique: l'architecture comme outil identitaire*, trad. par M.C.) Bonini, Paris: Infolio, 2015.

5. CHESNEAU, Isabelle, *Abécédaire de Marcel Roncayolo. Entretiens*, Paris : Infolio, 2011.

6. GILLOT, Laurence & GUILHEMBET, Jean-Pierre, « Villes en ruine, ruines en ville dans l'Antiquité romaine et au-delà », *Histoire urbaine* 58, no 2 (2020): 5-13, <https://doi.org/10.3917/rhu.058.0007>.

7. BOUCHIER, Martine, « Le moment politique des ruines », *Frontières* 28, no 1 (2016),





La logique révolutionnaire, les missions bolivariennes

Au milieu du XX^e siècle, une explosion démographique et urbaine densifie la ville de Caracas, qui passe de 695 000 à 2 millions d'habitants à la fin des années 1970. À cet égard, entre 1951 et 1958, le contexte caraquarien se caractérise par une croissance urbaine disproportionnée, notamment de la ville dite informelle, qui s'ancre dans la topographie la plus variée de la capitale⁸. L'architecte Marco Negrón⁹ décrit une période de "schizophrénie" urbaine pendant laquelle les espaces informels se développent sans contrôle, au détriment d'une ville planifiée (fig. 2).



Fig.2 –Le logement informel occupe les espaces vides de la ville planifiée.
© Yaneira Wilson, 2019.

Avant de créer le "Socialisme du XXI^e siècle" en 2006, Chávez remanie les politiques publiques avec des instruments d'actions parfois arbitraires, guidés par un mot d'ordre, l'expropriation, qui conduit à un processus massif de nationalisation des terrains inoccupés ou abandonnés. Dans les médias TV, il a explicitement demandé à la population la plus démunie d'identifier les terrains vagues, les bâtiments vides et les zones inutilisées et de "récupérer" ces espaces afin de remédier au déficit de millions de logements dans le pays. Ainsi, l'invasion des bâtiments vides a fait apparaître dans Caracas les premiers logements informels "en vertical", et notamment l'occupation plus massive de la Tour Confinanzas à Caracas. Ce nouveau cadre a aussi conduit la production des opérations GMVV de manière assez expéditive sur toutes les parcelles vides du centre-ville de la capitale, mais aussi sur des terrains éloignés de Caracas.

8. PADRON, Martín, « Caracas 1928-1958 : Permanencias y transformaciones morfológicas durante la primera modernidad urbano-arquitectónica en Venezuela », *Anales del Instituto de Arte Americano e Investigaciones Estéticas 'Mario J. Buschiazzo'*, n°29, 1992-1993, p.114-

140, http://www.iaa.fadu.uba.ar/publicaciones/anales/Anales_29.pdf

9. Architecte, professeur et chercheur universitaire vénézuélien, né à Caracas en 1938.



Confinanzas : Habiter le bidonville le « plus haut de la planète¹⁰ »

En 1990, David Brillembourg, l'un des hommes d'affaires et banquiers les plus fortunés des années 1980, connu à l'époque sous le nom du "Roi David" de la finance vénézuélienne et président du groupe financier Confinanzas, décide de construire un complexe en plein centre des affaires de la capitale. La tour, réalisée par Enrique Gómez Arquitectos Asociados y Brewer Ingenieros S.C. et l'architecte Jorge Landi, accueillera le siège de la Banco Metropolitano et du groupe financier. Le complexe de 6 bâtiments est en passe de devenir la construction la plus remarquable de la capitale vénézuélienne. La vertigineuse Tour A Confinanzas surplombe la ville avec ses 45 étages et 191 m de haut; elle est le troisième plus haut bâtiment du pays et le huitième en Amérique latine (fig. 3). Le gratte-ciel recouvert de verre côtoie le célèbre centre commercial Sambil, qui a également été occupé par des familles démunies.



Fig.3 – La Torre David, gratte-ciel à gauche
© Yaneira Wilson, 2018.

Dans les années 1990, la jeune démocratie vénézuélienne, en place depuis 40 ans, connaît de graves problèmes de corruption au plus haut niveau, et doit faire face à une stagnation économique liée à sa dépendance à la "rente" pétrolière. Durant la deuxième présidence de Carlos Andrés Pérez, le militaire Hugo Chávez organise un coup d'État. Bien que raté, il marque le début d'une grave crise : la baisse du cours du pétrole, la perte des réserves internationales, le nouveau contrôle des changes entraînent un chaos financier, politique et social. En 1993, David Brillembourg meurt et, un an plus tard, la construction du complexe est paralysée en raison de la crise bancaire. La propriété du bâtiment est cédée à l'État par l'entité FOGADE (Fonds de protection sociale des investissements et des dépôts bancaires), qui est un institut autonome doté d'une personnalité juridique avec des actifs patrimoniaux indépendants des propriétés de la République).

10. WILSON, Yaneira, « Torre David au Venezuela : récits sur fond de politiques publiques menées par le gouvernement d'un « État magique », Histoires et

quartiers. Méthodes, narrations, acteurs », *Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère*, à paraître, 2023.



Abandonnée, devenue propriété de l'État, la tour est d'abord squattée en 2004 par un premier groupe de personnes sans abri, avant d'entrer dans un processus de bidonvillisation en vertical entre 2007 et 2013. Les annonces gouvernementales d'invasion des espaces vides confortent les plus de 4000 habitants de la tour à entreprendre l'organisation d'un quotidien de quartier, en vertical.

« Le complexe, un cadavre que personne n'avait jamais occupé auparavant, manquait des infrastructures de base : il y avait des vides entre les bâtiments et le long des escaliers ; il n'y avait pas d'ascenseurs pour transporter les personnes ou les marchandises sur plusieurs étages ; il n'y avait pas de systèmes de gestion de l'eau, de l'électricité ou des déchets ; et il n'y avait pas de conduits de ventilation viables. Les odeurs provenant de l'accumulation des déchets étaient nauséabondes. Les nouveaux résidents ont reconnu qu'une action organisée était nécessaire pour réduire les menaces pour la santé publique, les infrastructures et l'assainissement qui pesaient sur la Torre David¹¹. »

À l'époque, certains occupants y ont ouvert leur commerce, du coiffeur au marchand de glaces, ainsi que des bodegas, des bibliothèques, un cyber café, deux boutiques de couture, un terrain de basket, un salon de coiffure, une salle de sport et une église baptiste. Ils ont aussi créé une coopérative d'habitation (Caciques de Venezuela, R.L.) pour légaliser la gestion des services d'eau et d'électricité. La porte d'entrée de la tour est surveillée jour et nuit, et des badges numérotés sont accordés aux visiteurs. Les familles se sont organisées pour le nettoyage des communs, couloirs et escaliers, ainsi que sur la sécurisation de l'édifice et la circulation intérieure. Une rampe d'accès en béton a été aménagée jusqu'au dixième étage pour les motos-taxis qui transportent les habitants, livrent les courses¹². Durant neuf ans, les occupants ont investi les espaces avec des matériaux mobilisés dans les constructions informelles (briques rouges, tôles, bâches...). C'est donc une vie de quartier qui s'est invitée dans la tour organisée selon un modèle d'autogestion où le collectif formé par les habitants est parvenu à faire converger les déterminations individuelles pour rendre vivable un environnement qui ne l'avait pas toujours été. Dans le documentaire *Venezuela's vertical slum*¹³ (2014), les habitants témoignent :

« Nous n'allons pas nous mentir, ici il y a eu des enlèvements, des blessés graves, nous avons dû purger la tour, dépasser les pertes regrettables d'enfants qui sont morts parce qu'il n'y avait pas de protection sur les escaliers ou sur les murs, plusieurs sont tombés. » (Elvys, la présidente de la coopérative).

11. IRAZABAL, Clara, SOSA, Irene & SCHLENKER, Lee Evan, « The High-Rise and the Shack: Rhizomatic Collisions in Caracas' Torre David », *ACME*, vol.19, n°1, 2020. <https://acme-journal.org/index.php/acme/article/view/1855>
12. Torre David. *Urban-Think Tank*. 22 min. 2015. <https://vimeo.com/ondemand/torredavid/49094660>

13. *The Tower of David: Venezuela's vertical slum* – BBC Newsnight. 14min. 2014. <https://youtu.be/4ZrCzgrPT8>



« La plus grande difficulté est l'inconfort de monter et descendre les 28 étages trois ou quatre fois par jour, mais bon, on s'adapte. » (Myriam)

Malgré ces difficultés, la communauté se sent privilégiée, non marginalisée et se différencie des premiers envahisseurs, par un habitat qui amène un processus d'identification et de distinction sociale¹⁴. La conformation d'identités individuelles et collectives a favorisé la massification d'organisations et de mouvements sociaux, où l'action collective est centrée non seulement sur des demandes spécifiques, mais aussi sur la recherche de reconnaissance¹⁵ des différentes formes d'appropriation de l'espace. La Torre David devient un sujet d'intérêt pour différents médias, et, pour certains architectes, le laboratoire d'une nouvelle vie verticale. En 2012, lors de la 13^e édition de la Biennale de Venise d'architecture, le prix du Lion d'Or a été remporté par "Urban Think Tank" pour leur contribution à l'ouvrage et documentaire *Torre David-Gran Horizonte*¹⁶. Selon les architectes Alfredo Brillembourg et Hubert Klumpner, il s'agissait de mettre en avant la vie interne d'un objet iconique à Caracas, symbole de pauvreté et d'échec des politiques de logements. Résolument inspirante, la Torre David a été choisie comme décor à la production télévisuelle nord-américaine *Homeland* (saison III), en 2013, pour développer une histoire chargée de violence dans un édifice présenté comme un centre du crime, du trafic des drogues et des "narcos" du Venezuela ; la violence y est exacerbée, occultant le versant collectif et autogestionnaire du fonctionnement du lieu. Si le scénario diffuse une image stigmatisante, il illustre aussi la réalité d'une ville et d'un pays sujets à de fortes violences, et parmi les plus dangereux au monde. Depuis 2015, l'avenir de la tour est entouré d'hypothèses et d'incertitudes comme le confirment les deux lauréats de Venise, professeurs de l'École Polytechnique de Zurich, lors d'un entretien mené en 2018 :

« Ce que la tour symbolise, c'est la forte incertitude et le manque de capacité à faire quoi que ce soit. Récemment, d'importantes fissures sont apparues après le séisme d'août 2018. Ceci indique qu'il faudra engager des dépenses monumentales pour réhabiliter l'édifice. Ce tremblement de terre a déstabilisé la structure et rendu la Torre David extrêmement dangereuse, présentant un risque encore plus grand en centre-ville. Si l'État vénézuélien avait été plus intelligent, il l'aurait utilisé comme lieu d'un projet collectif, montrant comment la tour pouvait changer de fonction ou la transformer en logements du centre de la ville. Là, cela aurait été une réussite. »

La population de la Torre David a été ignorée par les autorités pendant sept ans, jusqu'en 2015, où le gouvernement décide de vider la tour. Ce regain d'intérêt questionne quant aux raisons qui ont subitement poussé l'État à ordonner son évacuation. En mai, l'Opération Zamora est lancée, un plan stratégique civico-militaire pour reloger les occupants dans une des villes socialistes

14. FUSTER-FARFAN, Xenia, SOSA, Daryslaida, et WILSON WETTER, Yaneira, éd., *Habiter les villes latino-américaines: débats, réflexions et enjeux de la recherche urbaine*, Paris: L'Harmattan, Habitat et sociétés, 2021.

15. HONNETH, Axel, *La Lutte pour la reconnaissance*, trad.

par Pierre Rusch, Paris: Les Éditions du Cerf, 2000.

16. BRILLEMBOURG, Alfredo & KLUMPNER, Hubert, *Torre David: informal vertical communities*, Zürich : Lars Müller Publishers, 2013.



de la GMVV située à 72 km du centre de Caracas. En fin d'année, le transfert des familles est achevé. Selon Ernesto Villegas, ministre de la Transformation révolutionnaire de la Grande Caracas (2013-2015) et directeur à l'époque de l'un des principaux bureaux producteurs de la GMVV, il s'agissait d'une "décision humanitaire" argumentant que les conditions de vie de la communauté de la tour étaient "extrêmement risquées". Il déclare en 2015 :

« Il s'agit d'une très grande communauté avec des caractéristiques très particulières. Il y a près de 1200 familles, 11 % sont des étrangers, et ils ont un niveau d'organisation impressionnant, ils ont des porte-parole à chaque étage, des coordinateurs... c'est le quartier [bidonville] vertical le plus propre [qui existait]. Une occupation illégale est un passeport pour un logement de la GMVV. Ce n'est pas une expulsion, mais une opération harmonieuse menée avec la communauté. »

Après le tremblement de terre de 2018, l'État affirme qu'il n'y a aucun risque d'effondrement, et que la démolition de la tour n'est pas envisagée. Les architectes experts (Marco Negrón et María Isabel Peña) proposent qu'elle reprenne son occupation d'origine, bureaux et hôtel, surtout, que l'État prenne les mesures nécessaires à sa réhabilitation afin de modifier l'image chaotique qu'elle suggère dans le paysage urbain. Que se passe-t-il aujourd'hui dans cette tour, cette icône vide, ruine politique et carcasse abandonnée de Caracas ? Une ressource pour certains... depuis 13 ans, des voleurs et "pilleurs" ont dépecé l'édifice en revendant au marché noir des morceaux de façade de la Torre David, en dessous du prix du marché¹⁷. Alors que la façade disparaît peu à peu, le squelette en béton présente un état de plus en plus dégradé, forgeant un paysage en ruine au cœur de la ville, comme on peut le voir sur ces images (fig. 1). D'après nos enquêtes menées entre 2015 et 2021, plusieurs habitants relogés dans la GMVV Ezequiel Zamora¹⁸, évoquent les difficultés rencontrées au quotidien sur la fourniture des services dans leurs nouveaux logements :

« - Avez-vous un service régulier d'eau, d'électricité, de ramassage des ordures, de gaz ?

Maria : Ah, ça ne vient pas depuis un moment. Tout le monde prend ses poubelles le matin pour ne pas les avoir devant la maison. Ça arrive aussi avec le gaz, nous avons la tuyauterie, mais pas l'installation. L'eau vient un jour oui et un jour non !

Helena : Non, l'eau vient les dimanches et part les mercredis.

- Est-ce que les transports publics arrivent jusqu'ici ?

Karla : Au début, on n'avait que trois bus dans la journée. Parfois, on devait emmener les enfants avec nous au boulot. Ici, nous sommes trop loin du centre-ville. »

17. IRAZABAL, Clara, SOSA, Irene, & SCHLENKER, Lee Evan, « The High-Rise and the Shack: Rhizomatic Collisions in Caracas' Torre David », 2020.

18. Militaire et homme politique vénézuélien.





Si la plainte fait partie de leur vie quotidienne, ils n'attendent pas vraiment de solution institutionnelle, et c'est bien à eux, comme ils le peuvent, de régler la gestion de leur lieu de vie. En outre, cette relocalisation n'a fait qu'augmenter leur vulnérabilité, exigeant de leur part un nouvel effort d'appropriation. Ces récits comme ceux de l'occupation de la Torre David ne sont que l'illustration d'un symptôme qui met en scène des violences symboliques, des disparités sociales et alimentent les discours identitaires¹⁹. En matière architecturale, la production actuelle de la GMVV, entreprise en 2011 dans l'urgence, a conduit l'État à livrer des logements standardisés au détriment d'une planification d'ensemble. En mars 2022, le gouvernement affirmait que la GMVV avait créé 3,6 millions de logements et que ce chiffre serait porté à 5 millions d'ici 2025. Des chiffres dont on mesure l'incohérence lorsque la Chambre vénézuélienne de la Construction estimait, en 2011, le besoin réel à 1,2 million de logements. De même, un simple calcul pointe leur absurdité : si nous prenons un ratio d'occupation de quatre personnes par appartement, les trois quarts de la population vivraient dans ces opérations d'ici quatre ans, alors que le tissu informel reste omniprésent sur la ville. Rien n'y change, le gouvernement multiplie les effets d'annonce et porte son discours révolutionnaire jusque dans l'espace de la GMVV avec l'inclusion systématique d'un marketing politique. La signature de Chávez et ses yeux en grand format sont apposés sur les façades aveugles des bâtiments, dans les halls d'accès ou à l'extérieur sur les acrotères ou corniches. Lors de nos visites de terrain, certains habitants appellent même leur logement les "maisons de Chávez", l'illustration de sa légende de "Héros éternel". Nos enquêtes de terrain ont largement confirmé cette observation qui dépasse le simple clientélisme ou prosélytisme politique.

Dans le contexte de la Révolution bolivarienne, et plus particulièrement des politiques publiques, force est de constater l'incapacité de l'État à modifier concrètement la vie matérielle de ses habitants, qui, sous de nouvelles modalités, les amène à répéter un même scénario : l'exclusion, l'adaptation à une nouvelle précarité. Nous repérons dans cette étude à travers les récits des acteurs une dynamique inédite qui s'est créée entre l'État et une population toujours fragile. Si les habitants relogés dans un quartier de la GMVV ont pu accéder au "grand rêve" social de disposer d'un logement formel – pour reprendre les termes des habitants –, il y a aussi eu le revers de la médaille : l'État attend en retour une fidélité, un témoignage de révérence, de considération, de déférence à son égard. Il s'avère que dans sa politique du logement social, l'État choisit qui peut bénéficier ou non d'un logement, créant ainsi une nouvelle forme de privilège²⁰ et de violence institutionnelle. Encore en 2022, la Torre David à l'abandon symbolise une représentation urbaine de la crise politique et sociale à laquelle le pays est confronté, une crise latente qui continue sans donner d'indices sur son cours final.

19. MUSSET, Alain, « ¿ Geohistoria o geoficción? Ciudades vulnerables y justicia espacial », *Revista de Antropología y Sociología: Virajes, Memoria y Reparación*, 11, 2009, p.371-384. <https://revistasojos.ucaldas.edu.co/index.php/virajes/issue/view/57>

20. WILSON, Yaneira, « Marketing politico-territorial dans

l'espace public et dans la politique du logement social : l'exemple de la Révolution bolivarienne. », in : *Habiter les villes latino-américaines: débats, réflexions et enjeux de la recherche urbaine*, Paris : L'Harmattan, Habitat et sociétés, 2021.





Résumé

De Hugo Chávez à Nicolás Maduro, le Venezuela a engagé depuis 1999 un ensemble de réformes désignées sous le nom de Révolution bolivarienne. En 2003, le pays a vu ses anciennes politiques publiques démantelées au profit de nouveaux dispositifs, les “missions”, qui, de l’agriculture au logement en passant par l’éducation et la santé, développent des programmes de lutte contre la pauvreté pour répondre à l’urgence sociale en dehors des cadres ministériels. Dans ce cadre, nous nous intéressons à explorer la production de la Grande Mission Logement Venezuela (GMVV) et le cas de l’invasion de la Torre David, qui a fait l’objet d’une forte médiatisation internationale. Ce qui a représenté en son temps l’une des quelques icônes de la modernité de la ville est devenue aujourd’hui une autre icône, celle d’un habitat informel à l’abandon : une ruine urbaine.

Mots-clefs : Habitat informel - Politique du logement - Mouvements sociaux - Représentations - Vulnérabilité

Abstract

From Hugo Chávez to Nicolás Maduro, Venezuela has been engaged since 1999 in a set of reforms known as the Bolivarian Revolution. In 2003, the country saw its old public policies dismantled in favor of new arrangements, the “missions”, which, from agriculture to housing, education and health, develop anti-poverty programs to respond to social emergencies outside of ministerial frameworks. In this context, we are interested in exploring the production of the Great Housing Mission Venezuela (GMVV) and the case of the *Torre David* invasion, which received an international media attention. What once represented one of the few icons of the city’s modernity, has now become another icon, that of an abandoned informal settlement: an urban ruin.

Keywords: Informal Housing - Housing policy - Social Movements - Representations - Vulnerability







transversale
histoire architecture paysage urbain
(création 2016)

Comité éditorial

Directeur de rédaction : Gilles-Antoine LANGLOIS, PR ENSA Paris-Val de Seine

Secrétaire de rédaction : Marie GAIMARD, MCF ENSA Normandie

Conseil scientifique - Comité de lecture

Laurence BASSIÈRES (MCF ENSA Paris La-Villette)

Fabien BELLAT (MCFA ENSA Paris Val-de-Seine)

Gauthier BOLLE (MCF ENSA Strasbourg)

Serge BRIFFAUD (PR ENSAP Bordeaux)

Laurence CHEVALLIER (MCF ENSAP Bordeaux)

Émilie D'ORGEIX (PR Ecole Pratique des Hautes Etudes)

Samuel DRAPEAU (MCF ENSAP Bordeaux)

Ammar ELOUEINI (PR New Orleans Tulane University)

Marie GAIMARD (MCF ENSA Paris Val-de-Seine)

Gwenn GAYET-KERGUIDUFF (IR EVCAU ENSA Paris Val-de-Seine)

Laurence GILLOT (MCF Université Libre de Bruxelles)

Jean-Pierre GUILHEMBET (PR Université de Paris)

Gilles-Antoine LANGLOIS (PR ENSA Paris Val-de-Seine)

Giulia MARINO (PR Université Catholique de Louvain)

Gilles RAGOT (PR Université Bordeaux-Montaigne)

Donato SEVERO (PR émérite ENSA Paris Val-de-Seine)

Publication

ENSA Paris Val-de-Seine - Philippe BACH, directeur

Unité de recherche EVCAU

Graphisme

Zineb BENNOUNA, Architecte DE.

ISSN : 2551-5071 (*transversale*/Paris)

